

RETRAIT DE LA CONTRE-RÉFORME POUR LA DÉMOCRATIE, LES DROITS SOCIAUX ET LA PLANÈTE

Allier, le 28 mars 2023

Depuis plus de deux mois, ce sont des millions de travailleuses et de travailleurs, de jeunes, de retraité.e.s, qui se sont mobilisé.e.s dans les grèves, les manifestations, les blocages...

Depuis plus de deux mois, **les organisations syndicales, dans l'unité, ont contribué à un puissant mouvement pour imposer le retrait de la contre-réforme** des retraites qui est une attaque brutale contre notre système de solidarité.

Face à cette mobilisation, le Président d'une Vème République en crise a choisi le passage en force avec le 49.3 et assumé la confrontation avec le mouvement ouvrier, ses organisations, ses droits démocratiques, et la grande majorité qui refuse son programme de destruction sociale.

Ce recours au 49.3 suscite **une indignation démocratique légitime et donne un second souffle à la mobilisation.**

À la résistance qui s'exprime dans les luttes, dans les entreprises, sur les ronds points, dans les facultés, les lycées (dont 400 étaient bloqués jeudi dernier), le pouvoir affaibli répond par **des atteintes inacceptables aux droits démocratiques au droit de grève par les réquisitions, au droit de manifester par des violences policières et des arrestations arbitraires.**

L'immense majorité de la population est fermement opposée à la réforme et pointe désormais l'illégitimité du Président de la République et de son gouvernement..

Quand Macron daigne se prononcer sur la crise actuelle, le mépris et l'indécence résonnent dans les postes de télévision. Avec Macron, c'est la division des opprimés pour la réassurance des oppresseurs.



À l'attaque contre le droit à la retraite s'ajoute celle contre l'assurance chômage ou encore contre l'immigration. L'inflation historique frappe violemment tous les foyers. La crise climatique met aussi en danger l'immense majorité qui subit l'inaction coupable du pouvoir.

Dans l'Allier, la sécheresse pourrait avoir des conséquences en terme de santé publique dès les prochains mois, la question même de l'accès à l'eau est posée. **Les services publics subissent également un assaut historique** : cette année, l'Etat prévoit de supprimer 29 classes dans les écoles publiques du département (et davantage encore si l'on ne tient pas compte des quelques ouvertures). Les hôpitaux sont également au bord du gouffre, rendant l'accès aux soins parfois impossible.

Face à un pouvoir illégitime qui n'a comme seule arme que le coup de force permanent, face à la réforme, à l'urgence sociale, démocratique, écologique, la population répond par l'intensification et la diversification de la mobilisation, des grèves de masse aux actions de blocage, des manifestations aux occupations.

Nous exigeons le retrait de la réforme et l'arrêt des atteintes aux droits et aux personnes : il s'agit d'une question démocratique immédiate.

Ensemble, nous apportons tout notre soutien et prenons part à toutes les mobilisations actuelles et celles à venir pour atteindre cet objectif.